

Flash ISP

septembre 2009

7 octobre : Journée mondiale pour le travail décent

C'est le 7 octobre qu'a lieu la Journée mondiale pour le travail décent, organisée par la Confédération syndicale internationale (CSI).

A l'occasion de cette journée, l'ISP et d'autres fédérations syndicales internationales ont choisi de mettre l'accent sur l'augmentation du travail précaire et la détérioration des droits syndicaux et des droits des travailleurs/euses qui en résulte.

Parmi les activités prévues, une conférence de presse conjointe des Syndicats mondiaux a été organisée à Istanbul le 2 octobre ; une action a été menée par les affiliés colombiens en réaction à la décision du gouvernement d'annuler un projet de loi qui aurait permis aux travailleurs/euses intérimaires de bénéficier eux aussi des protections et droits liés à l'emploi ; une activité régionale a été proposée par le syndicat des travailleurs/euses de l'électricité du Guatemala.

La Fédération internationale des organisations de travailleurs/euses de la métallurgie (FIOM) a prévu une semaine mondiale d'action contre le travail précaire du 3 au 10 octobre. L'ISP est heureuse de soutenir cette action et s'associe au FMI et aux autres Syndicats mondiaux. Vous pouvez télécharger les documents suivants sur le site Internet indiqué ci-après :

1. L'affiche de la campagne
http://www.imfmetal.org/files/09090110562710005/PW_Poster_Web.pdf (basse résolution)
2. Le dépliant de la campagne http://www.imfmetal.org/files/09090110501210005/PW_French.pdf .

L'affiche et le dépliant sont disponibles dans d'autres langues sur le site Internet du FMI, ainsi que la version haute résolution de l'affiche, plus adaptée à l'impression :
<http://www.imfmetal.org/index.cfm?c=20592&ol=5>

Sommet des Nations Unies sur le changement climatique

Le Secrétaire général de l'ISP, Peter Waldorff, a participé au Sommet des Nations Unies sur le changement climatique, tenu à New York le 22 septembre. L'ISP sera également présente à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, dénommée COP15, qui se tiendra à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009.

L'ISP a publié une déclaration sur le changement climatique <http://www.world-psi.org/TemplateEn.cfm?Section=PSI_World_News2&CONTENTFILEID=26403&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm> (en anglais) pour demander aux gouvernements d'approuver, à

Copenhague, un accord ambitieux et équitable visant à maintenir la hausse de la température en dessous de 2°C à l'échelle planétaire. L'ISP approuve la réduction de 30% des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 pour les pays développés, et appelle ces Etats à aider les pays en développement à faire face aux conséquences du changement climatique.

L'ISP estime qu'il faut absolument renforcer les services publics pour contribuer à la mise en place de politiques climatiques justes et efficaces.

Bienvenue au nouveau Secrétaire général adjoint de l'ISP

C'est avec plaisir que nous accueillons Alexandre Kamarotos au poste de Secrétaire général adjoint de l'ISP. Alexandre, de nationalité franco-grecque, est âgé de 46 ans. Au cours des 16 dernières années, il a travaillé pour les Nations Unies et diverses ONG dans le domaine du développement durable et de l'aide humanitaire.

Il a occupé des postes de haut responsable au sein des organismes « Enfants du Monde - Droits de l'Homme » et « Médecins du Monde - International ».

Depuis 2004, Alexandre s'occupe d'importants programmes mis en place par l'Union européenne en France et en Italie. Il a beaucoup d'expérience dans le secteur des affaires internationales et dans la gestion internationale de haut niveau, de même qu'il connaît bien les questions liées à la planification stratégique et au secteur public. Alexandre Kamarotos prend officiellement ses fonctions le 1er octobre. Nous nous réjouissons de travailler avec lui à l'ISP.

Un million de voix pour le changement

UNISON a lancé une campagne qui met l'accent sur l'importance des services publics pour aider les gens pendant la récession et définir les bases de la reprise économique. Cette campagne est d'autant plus urgente que certains responsables politiques et commentateurs hostiles cherchent à utiliser la crise comme prétexte à toujours plus de privatisation et de réductions.

Les messages et objectifs principaux de la campagne, intitulée « A Million Voices for Change » (Un million de voix pour le changement), figurent sur le site Internet de UNISON : <http://www.unison.org.uk/million/>.

Ce site donne de précieux renseignements sur la campagne, avec une grande variété de données à imprimer. Vous pouvez également envoyer votre propre message et ajouter votre voix pour le changement.

Les travailleurs/euses du secteur public suisse manifestent pour protéger leurs revenus

30.000 travailleurs/euses suisses ont manifesté à Berne, la capitale, le 19 septembre dernier pour demander une hausse des salaires ou, tout au moins, l'arrêt des réductions de salaire.

Le Syndicat des services publics (SSP), affilié à l'ISP, appelle également à la réduction du temps de travail, des congés payés plus longs, davantage de créations d'emplois et une augmentation des rentes et primes similaires.

La Secrétaire générale adjointe du SSP, Judith Bucher, a déclaré : « Ces dernières années, les instances nationales et régionales et les gouvernements locaux ont vu leurs revenus augmenter fortement. Cependant, au lieu de créer des réserves, nombreuses sont ces instances à avoir préféré offrir des réductions d'impôt aux entreprises et aux spéculateurs, aux riches et aux très riches ».

Le rassemblement a été organisé dans un contexte de crise économique historique pour la Suisse. Le centre de recherche de Zurich (KOF) prévoit un taux de chômage de 6% en 2010, contre un probable taux maximum de 4,5% cette année. Le nombre actuel de 150.831 chômeurs dépassera sans doute les 200.000 en 2010. En parallèle, le PIB diminuera de 3,3% cette année et de 0,6% en 2010.

Allez sur le site Internet du syndicat : www.ssp-vpod.ch <<http://www.ssp-vpod.ch/>> .

Jeunes travailleurs/euses : une décennie perdue

Aux Etats-Unis, la vie des jeunes travailleurs/euses a radicalement changé au cours des dix dernières années. Depuis 1999, ils sont plus nombreux à occuper des emplois moins bien rémunérés, si tant est qu'ils trouvent un emploi ; les soins de santé sont un luxe rare et la sécurité de la retraite concerne leurs parents, pas eux. En effet, de nombreux jeunes de moins de 35 ans vivent toujours chez leurs parents parce qu'ils n'ont pas les moyens de vivre seuls. C'est ce que révèle un nouveau rapport, intitulé « Young Workers: A Lost Decade » (Jeunes travailleurs : une décennie perdue). Menée en juillet 2009 par l'agence Peter D. Hart Research Associates pour le compte de l'AFL-CIO et Working America, l'étude nationale réalisée auprès de 1156 personnes fait suite à une étude similaire de l'AFL-CIO en 1999. La détérioration de la situation économique des jeunes travailleurs/euses au cours de la dernière décennie est alarmante.

Le Secrétaire trésorier de l'AFL-CIO, Richard Trumka, résume ainsi les résultats de l'étude : « Nous avons intitulé ce rapport « Une décennie perdue » parce que ce sont dix années d'opportunités qui se perdent lorsque ces jeunes travailleurs luttent tant bien que mal pour garder la tête hors de l'eau, et qu'ils n'y parviennent pas. Ils ont différé l'entrée à l'âge adulte - en remettant à plus tard les études et la décision d'avoir des enfants - et 34% de travailleurs/euses de moins de 35 ans vivent chez leurs parents pour des raisons financières ».

Le Président de l'AFL-CIO, John Sweeney a déclaré : « Il faut donner aux jeunes travailleurs les outils qui leur permettront de mener la prochaine génération à la prospérité. L'étude nationale que nous publions aujourd'hui révèle à quel point notre économie est mal en point pour les jeunes de notre pays, et ce qui risque de se produire si nous ne la remettons pas à flot ».

D'après ce rapport, plus de la moitié des jeunes travailleurs/euses disent que les employé-e-s réussissent mieux à résoudre les problèmes en groupe qu'individuellement, et les employé-e-s ayant accès à un syndicat s'en sortent mieux que ceux qui occupent des postes semblables sans syndicat.

Pour en savoir plus, allez sur <http://blog.aflcio.org/2009/09/01/young-workers-a-lost-decade/>

Pour télécharger l'intégralité du rapport, allez sur :
http://www.aflcio.org/aboutus/laborday/upload/laborday2009_report.pdf

Arrêt de travail des salariés d'entreprises nationales finlandaises le 11 septembre

Les employé-e-s de plusieurs entreprises nationales finlandaises ont cessé le travail pendant six heures le 11 septembre 2009. Les employé-e-s de Destia, Raskone, Labtium et Finavia, membres de l'affilié de l'ISP JHL, ont cessé le travail pour protester contre la proposition de vendre des actions de ces sociétés. Destia et Labtium, ainsi que les actions majoritaires de Raskone, seront les premières concernées. Finavia sera privatisée début 2010.

D'après JHL, la vente risque, au pire, de mettre en danger l'entretien des infrastructures de base du pays et, dans le pire des cas, de livrer à des entreprises étrangères cotées en bourse le savoir-faire en matière de ressources naturelles et les opérations d'entretien du secteur de la défense nationale.

Dans tous les cas, cette intention de vendre des actions relève d'une politique à court terme : c'est une façon rapide de se procurer de l'argent pour combler le manque à gagner laissé par les réductions d'impôt, et cela montre que l'Etat essaie de se dégager des responsabilités élémentaires qui lui incombent en tant que propriétaire de ces entreprises.

Le débrayage a été suivi par :

1. Les agences de Destia sur toute la Finlande, notamment les ferries
2. Les aéroports
3. Les agences de Labtium à Rovaniemi, Kuopio, Sodankylä, Raahe, Espoo et Outokumpu
4. Les ateliers de réparation de Raskone sur toute la Finlande

Pour plus de détails allez sur le site Internet de JHL : <http://www.jhl.fi/uutinen/5449>

Indonésie : le syndicat PLN rejette la nouvelle loi sur l'électricité

Le 8 septembre dernier, la Chambre indonésienne des représentants a refait voter sa nouvelle loi controversée sur l'électricité, permettant à l'économie de marché d'entrer dans le secteur de l'énergie et de privatiser complètement les entreprises de production d'électricité, de distribution et d'approvisionnement. Plus de 2000 travailleurs/euses, membres du syndicat PLN, ont participé à un rassemblement visant à rejeter cette loi. La loi précédente sur l'électricité (n° 20/2002) avait été annulée par le tribunal constitutionnel indonésien, suite à une décision capitale en décembre 2004. En rendant son jugement, le tribunal avait fait référence aux expériences internationales qui démontraient que la privatisation de l'électricité avait échoué dans d'autres pays et que les services publics de qualité devaient être fournis par le secteur public dans le domaine de l'électricité.

Le syndicat PLN a menacé d'appeler à une grève nationale si le gouvernement appliquait la nouvelle loi. Le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono a prévu une réunion avec le syndicat le 8 octobre. Le PLN occupe une position stratégique dans le secteur de la production d'électricité en Indonésie et joue un rôle significatif aux niveaux social, économique et politique. Le syndicat continuera à soutenir et à protéger les intérêts des citoyens/ennes en leur fournissant une électricité accessible et abordable.

Le Comité de lutte contre le racisme se réunit pour soutenir des projets brésiliens

Les représentant-e-s du Comité de lutte contre le racisme de la région interaméricaine de l'ISP se sont réunis les 25 et 26 août à Brasilia. Voici les principales décisions qui ont été prises :

- Soutien de la Convention actuellement discutée au sein de l'Organisation des Etats américains (OEA) contre toutes les formes de discrimination ;
- Mise en œuvre dans la région des objectifs établis lors de la Conférence de Durban, notamment la version révisée ;
- Participation de l'ISP aux activités mises en place par l'organisme de promotion de l'égalité raciale INSPIR (Inter-American Trade Union Institute for the Promotion of Racial Equality) ;
- Préparation de la troisième Réunion régionale de lutte contre le racisme, qui se tiendra avant la conférence interaméricaine (IAMRECON) en octobre 2010.

Les participant-e-s ont également manifesté leur soutien en faveur de la loi pour l'égalité raciale, qui est en cours de discussion au Congrès brésilien. Ce geste a été salué par le président du Sénat brésilien (photo) et par le vice-président de la Chambre des représentants. « Ces nouvelles lois vont aider le Brésil à convertir en politiques d'Etat certaines actions mises au point par le gouvernement brésilien, ce qui produira un écho puissant en termes de meilleures pratiques, en servant par ailleurs d'exemple à bon nombre d'autres pays de la région interaméricaine » a déclaré Bill Lucy lors des audiences du Congrès. Pour plus d'informations, contactez psiamericas@verizon.net.

Bill Lucy discutant avec José Sarney, président du Sénat brésilien

NUPGE demande des masques pour les travailleurs/euses de la santé

D'après l'affilié canadien de l'ISP, NUPGE (National Union of Public and General Employees), tous les travailleurs/euses de la santé exposés à un virus de pandémie grippale tel que le H1N1 doivent être en possession de masques N95 agréés par l'Institut national pour la santé et la sécurité au travail (NIOSH) afin d'être protégés sur leur lieu de travail.

Au Canada, ce syndicat compte plus de 100.000 membres dans le secteur de la santé, dont plus de 70.000 professionnels de santé des services cliniques et des services de diagnostic, de prévention et de rééducation.

C'est James Clancy, le président de NUPGE, qui propose cette recommandation dans une lettre adressée à l'Agence de santé publique du Canada (PHAC) au sujet des faiblesses de l'Annexe F du Plan canadien pour la pandémie grippale (CPIP). « Nous pensons que l'Annexe F ne va pas assez loin en ce qui concerne la protection des travailleurs/euses de la santé en cas de pandémie grippale telle que celle provoquée par le virus H1N1. Nous avons actuellement accès à de nombreuses données scientifiques qui révèlent que le virus de la grippe du type H1N1 peut être transmis par les voies aériennes. Nous comprenons toutefois la position de la PHAC, selon laquelle il n'existe pas encore de consensus scientifique sur cette question », déclare James Clancy.

« Nous estimons cependant que, compte tenu de l'incertitude scientifique et du fait qu'un consensus risque de tarder à venir, nos gouvernements et nos employeurs de santé ont la responsabilité juridique, morale et éthique de placer la sécurité au premier plan et de fournir à tous les travailleurs/euses de la santé potentiellement exposés au virus l'équipement de protection des personnes le plus sûr et de la meilleure qualité possible ».

Pour lire la lettre cliquez sur :

http://www.nupge.ca/files/publications/MiscPDFs/nupge_pandemic_letter_annex_f_aug09.pdf

Consultez la « liste de contrôle » de NUPGE : <http://www.nupge.ca/taxonomy/term/128>

Pour plus de détails et de conseils sur la grippe H1N1, lire le blog de l'ISP sur la santé :

<http://healthblog.world-psi.org/>.

Le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT et la crise économique et financière mondiale

La CSI a publié une circulaire pour rappeler l'importance du Pacte pour l'emploi de l'OIT, notamment le travail de sensibilisation autour du rôle considérable que peuvent jouer les syndicats dans la recherche et la mise en œuvre de solutions nationales à la crise économique et financière mondiale. La circulaire donne des conseils pratiques sur l'utilisation et les recommandations relatives aux divers aspects du Pacte.

Pour en savoir plus, allez sur le blog de l'ISP dédié à la crise financière <<http://financialcrisisblog.world-psi.org/2009/08/the-ilo-global-jobs-pact-and-the-global-economic-and-financial-crisis.html>> .

Le Helpdesk du BIT est à votre disposition

Avez-vous des questions concernant la mise en œuvre des principes pour un travail décent? Ou sur le façon d'empêcher le trafic de travailleurs migrants? Ou de faire respecter les normes du travail? Le Bureau International du Travail (BIT) a ouvert un Helpdesk chargé de répondre à ce genre de questions sur le respect des droits des travailleurs.

Ce service d'assistance traite les questions liées aux normes internationales du travail sur la base de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, la Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales, ainsi qu'une série d'autres déclarations, conclusions, principes directeurs et instruments.

Pour obtenir l'assistance de ce Helpdesk, envoyez vos questions par courrier électronique à assistance@ilo.org <<mailto:assistance@ilo.org>> . Vous recevrez une réponse exhaustive se référant au

champ complet d'expertise de l'OIT en matière de protection des droits des travailleurs, de création d'entreprises viables, de conditions de travail, de systèmes de protection sociale , de relations professionnelles, etc.

Cliquez ici <<http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=26171>> pour accéder au dépliant d'information sur ce Helpdesk.

Nous encourageons les affiliés de l'ISP à utiliser cette précieuse ressource.

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distributer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

Voir la sélection complète des bulletins de l'ISP et vous inscrire sur <http://www.world-psi.org/subscribe>

International des Services Publics

www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org/>> communications@world-psi.org
<<mailto:communications@world-psi.org>>